



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CCE/00-01-2014/002

Le Conseil des Centrafricains de l'Étranger prend acte de la démission du Chef d'État de transition et du Premier ministre du gouvernement d'union nationale en date du 10 janvier 2014 et déplore par la même occasion la session foraine du CNT à N'Djamena du 9 au 11 janvier 2014.

Le Conseil des Centrafricains de l'Étranger note avec intérêt l'élection de la nouvelle Présidente de transition conformément aux critères exigeants de sélection élaborés avec le soutien de la communauté internationale. Ces critères devraient prévaloir pour la désignation d'un nouveau Premier ministre de transition.

Le Conseil des Centrafricains de l'Étranger fait remarquer cependant que, eu égard à l'urgence de la vacance du pouvoir en République centrafricaine, il a été admis à titre tout à fait exceptionnel que l'actuel CNT, bien qu'issu des accords définitivement caducs de Libreville et N'Djamena ainsi que les textes subséquents, procède techniquement à la désignation d'un nouveau Président de transition.

Il s'ensuit que l'ancien CNT ne peut survivre, à l'aube de la nouvelle transition, à la caducité avérée desdits accords ainsi qu'à la démission des autorités défailtantes qui l'ont institué. Tous les actes pris par des autorités de la défunte transition sont censés frappés de nullité et notamment la charte constitutionnelle élaborée à cet effet.

Il appartiendra dans les tous prochains jours aux Assises Nationales Souveraines du Peuple (AN-SP) que le nouveau Président de la transition devra convoquer **en urgence absolue**, compte tenu de la gravité de la situation de constater, évaluer et invalider certains actes illégaux contraires à l'intérêt de la Nation.

Le Conseil des Centrafricains de l'Étranger qui réprovoque l'idée même d'un nouveau gouvernement d'union nationale n'ayant pas fait ses preuves mais conduit le pays dans l'abîme, préconise dans le cadre de la nouvelle transition naissante:

1. la mise en place d'un gouvernement de mission confié à des technocrates compétents avec l'objectif de désarmer, sécuriser, pacifier l'ensemble du territoire centrafricain afin d'y faciliter le déploiement des mesures d'urgence humanitaire ainsi que le relèvement administratif, économique et social du pays, conditions **sine qua non** à toute organisation future d'élections libres, crédibles et transparentes.
2. La convocation des Assises Nationales Souveraines du Peuple d'où sortira la nouvelle représentation nationale qui aura toute légitimité pour légiférer pendant la transition en mettant en place un Conseil National du peuple.
3. La mise en place d'une nouvelle feuille de route de la transition portant sur les piliers indispensables que sont :
 - la Sécurité et le désarmement,
 - le retour des déplacés internes et réfugiés,
 - la reconstitution de l'armée,
 - le recensement et la reconstruction de l'administration, les mesures de relèvement économique et social, selon un calendrier rigoureux de sortie de crise.
4. La mise en place d'un observatoire de la société civile chargé de mesurer, évaluer et alerter sur les atteintes des objectifs de la transition.
5. La mise en place d'un Comité Vérité, Justice, Réparation, Réconciliation.

Le Conseil des Centrafricains de l'Étranger juge illusoire l'organisation dans un délai d'un an des élections présidentielles et législatives, compte tenu de la destruction totale de l'ensemble des fichiers de l'administration territoriale et étatique d'une part, et du temps nécessaire que prendra les opérations du désarmement effectif et réel des porteurs illégaux d'armes sur tout le territoire, sans oublier l'épineuse question de la LRA qui sévit dans le nord-est du pays depuis plusieurs années d'autre part.

Le Conseil des Centrafricains de l'Étranger pense qu'il est aujourd'hui indispensable de convoquer sous la houlette de la Communauté internationale des pays de la sous-région Afrique Centrale sur la question du mieux vivre ensemble et de la sécurité des peuples.

Le Conseil des Centrafricains de l'Étranger en appelle à cet effet à la fin des assassinats de tout bord perpétrés par les groupes armés sur la population civile.

Le Conseil des Centrafricains de l'Étranger présente toutes ses condoléances aux familles, et proches des victimes des tueries aveugles qui endeuillent la Nation centrafricaine dans toute sa diversité.

Le Conseil des Centrafricains de l'Étranger propose pour une paix durable consécutive à la pacification du pays, la transformation de la MISCA en force de maintien de la paix de l'ONU.

Le Conseil des Centrafricains de l'Étranger appelle instamment les Centrafricaines et Centrafricains à l'extrême vigilance pour la période de la nouvelle transition qui devra durer deux (2 ans), le temps nécessaire à la remise en état du pays avant toute élection car la crise centrafricaine actuelle est la résultante de la mauvaise gouvernance mais aussi des fausses réponses apportées aux différentes crises mal gérées depuis 1996 jusqu'à nos jours.

Le Conseil des Centrafricains de l'Étranger.

Fait à Paris le 20 Janvier 2014

Antoinette MONTAIGNE

Présidente du CCE

Contact :
secretariatducce@gmail.com

www.cce-rca.org